

APPEL NATIONAL

Décider d'urgence des mesures efficaces contre la crise

L'insatiable appétit de profits des groupes financiers, des fonds spéculatifs et des banques a provoqué en quelques mois la crise la plus grave que le monde ait connu depuis 1929.

Mais, avec les gouvernements qui les soutiennent, ils veulent en solder les comptes sur le dos des salariés et des peuples.

Qui va payer?

En France, Sarkozy et sa majorité qui hier encore déclaraient que les caisses étaient vides ont trouvé des centaines de milliards pour voler au secours de la finance. Mais ils vont présenter la note aux contribuables. En revanche, lorsqu'il s'agit de prendre des mesures visant à sauvegarder l'emploi, les vieilles recettes du capitalisme libéral, qui sont en fait au cœur de la crise, reviennent au galop : bas salaires, exonération fiscales pour les patrons, aggravation de la précarité pour les salariés, pressions accrues sur les chômeurs, travail du dimanche... Et pour le reste des grands discours sur la sécurisation des « transitions professionnelles » et des décisions sans communes mesures avec la gravité de la situation tel le recours aux emplois aidés le plus souvent précaires.

C'est d'autant plus inacceptable que les conséquences de la crise et de la réces-

sion frappent avec brutalité les salariés, précaires et chômeurs : multiplication des plans de licenciements, mise au chômage des intérimaires, secteurs d'activités sinistrés tels l'automobile, la construction, l'aéronautique etc., salaires plus comprimés encore, dépenses publiques amputées...

Le capitalisme en cause

Au cœur de la crise actuelle, se trouvent un système et des politiques orientées vers la recherche de la rentabilité financière écrasant la croissance réelle, la diminution des dépenses publiques, la mise en concurrence des hommes et des territoires.

C'est ce système qui vacille aujourd'hui et qu'il faut changer.

En France, en Europe et dans le monde, il est urgent d'adopter des réformes ambitieuses, permettant de mobiliser l'argent au service de la réponse aux besoins sociaux et humains et d'un nouveau type de développement.

Il est de la responsabilité de la gauche de se rassembler tout entière afin de prendre les initiatives d'action et de conviction indispensables pour faire prévaloir cette voie novatrice. C'est nécessaire et c'est urgent pour notre pays et pour notre peuple.

C'est le sens de cet appel initié par le Parti communiste pour porter les exigences suivantes (voir au verso)

Répondre aux besoins sociaux c'est soutenir l'activité économique et l'emploi :

- Augmentations immédiate des salaires et retraites, coup d'arrêt à la précarisation du salariat.
- Investissement massif dans le logement social, les transports, la recherche, l'éducation, la santé, l'environnement...
- Soutien aux collectivités territoriales qui sont les principaux investisseurs sociaux.
- Annulation du programme de suppressions d'emplois dans la fonction publique.
- Moratoire sur les licenciements dans le secteur privé.
- Relance des services publics et annulation des opérations de privatisation notamment à La Poste.
- Prise d'initiatives pour relancer la politique industrielle et la recherche.

Réorienter les financements, mobiliser de nouveaux moyens financiers,

- Créer un pôle financier public au service d'une nouvelle politique du crédit favorisant l'emploi et s'opposant à la spéculation.
- Supprimer les cadeaux fiscaux et les exonérations de charges qui alimentent les opérations financières et plombent les comptes publics. Instaurer immédiatement une contribution des grandes fortunes.
- Réorienter ces moyens vers des Fonds Régionaux pour développer l'activité en créant des emplois.
- Au plan européen, créer un front des pays partenaires et des forces sociales pour la réorientation de la BCE et la remise en cause du Pacte de stabilité. Ces derniers ont contribué à la crise et l'aggravent aujourd'hui.
- Dans le même cadre, instaurer des politiques d'harmonisation sociale vers le haut en rupture avec les ravages de la « concurrence libre et non faussée ».
- Lutter contre les dumpings sociaux, écologiques et fiscaux, démocratiser radicalement le FMI, l'OMC, la Banque mondiale et remettre en cause l'hégémonie du Dollar en ouvrant le débat sur la nécessité d'une monnaie commune mondiale pour les échanges internationaux.

Instaurer des pouvoirs démocratiques nouveaux pour maîtriser l'économie

- Instaurer des pouvoirs de contrôle et de pilotage dans les institutions bancaires publiquement soutenues. Faire reculer les pouvoirs accumulés par les marchés financiers, actionnaires et investisseurs
- Gestion démocratique des Fonds Régionaux pour l'Emploi avec les représentants des salariés et les élus des territoires
- Création de commissions de contrôle de l'utilisation des fonds publics attribués aux entreprises
- Droits nouveaux pour les salariés et les comités d'entreprises afin qu'ils puissent intervenir sur la définition des choix de gestion et des stratégies des entreprises et des banques

Vous voulez vous joindre à cet appel :

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

E-MAIL:

